



LES DONNÉES DE LA COMMANDE PUBLIQUE : LE RECENSEMENT ÉCONOMIQUE DES MARCHES PUBLICS - SYNTHÈSE 2014/2016

1. Approche générale : recensement annuel des marchés publics (1)

Contrats <u>initiaux</u> *	2014		2015		2016	
	Nombre	Montant (M €)	Nombre	Montant (M €)	Nombre	Montant (M €)
Etat	39 568	31 441	30 333	34 062	29 862	36 216
Collectivités locales	109 553	33 808	105 606	29 757	97 484	25 634
« Autres »	14 704	18 188	14 549	21 415	17 450	22 021
Total	163 825	83 437	150 488	85 234	144 796	83 871

* Hors avenants

Les données 2014-2016 de la commande publique (obtenues sur la base du recensement annuel des marchés supérieurs à 90 000 € HT et après redressement des données des collectivités territoriales) font apparaître un **volume moyen** de marchés publics à **hauteur de 84 milliards € par an**.

Ces données sont obtenues sur la base des **montants réels ou estimés** (accords-cadre sans maximum) des marchés publics déclarés par les acheteurs.

1. Approche générale : recensement annuel des marchés publics (2)

Contrats initiaux En %	2014		2015		2016	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Fournitures	26,8	36,8	25,9	34,1	24,9	40,5
Travaux	39,1	28,2	39,1	27,1	39,4	25,4
Services	34,1	35,0	35,0	38,8	35,7	34,1

Une présentation des données par nature de marchés fait apparaître une **répartition relativement stable dans le temps** entre fournitures, travaux et services, qui peut malgré tout être influencée par l'inscription de gros contrats.

Tous types d'acheteurs publics confondus, les marchés de travaux sont ainsi les plus importants en nombre (39,2 % en moyenne par an sur la période), tandis que les marchés de fournitures sont les plus importants en valeur (37,1 % en moyenne par an sur la période).

1. Approche générale : recensement annuel des marchés publics (3)

Contrats initiaux (en %)	2016	
	Nombre	Montant
Etat		
Fournitures	36,1	56,8
Travaux	24,9	12,3
Services	39,0	30,9
Collectivités locales		
Fournitures	16,8	14,1
Travaux	55,3	55,6
Services	28,0	30,3
« Autres »		
Fournitures	21,4	27,6
Travaux	35,9	31,3
Services	42,7	41,1

Pour l'année 2016, on constate que, en montant :

- L'Etat passe majoritairement des marchés de fournitures (57 % environ en montant) ;
- Les collectivités passent majoritairement des marchés de travaux (55 % environ, tant en nombre qu'en montant) ;
- La catégorie « autres » est plus complexe à analyser du fait de sa composition mixte d'acheteurs.

2. Niveau de participation des PME dans les marchés publics (1)

En pourcentage (%)	2014		2015		2016	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
PME	62,0	33,0	61,8	30,5	59,0	28,4
ETI	19,9	25,7	19,0	22,1	20,1	25,8
GE	18,1	41,3	19,2	47,4	20,9	45,8

Concernant le niveau des PME dans la commande publique, les données font apparaître une relative stabilité dans le temps, à hauteur de **61 % en nombre de contrats attribués et 30% en montant** (moyenne annuelle sur la période).

La baisse tendancielle observée entre 2014 et 2016 résulte pour partie du redressement statistique opéré sur le secteur local (les collectivités étant d'importants pourvoyeurs d'activité pour les PME), pour partie de l'incidence des « grands contrats ».

Ces données sont obtenues sur la base de la catégorisation de l'entreprise attributaire du marché public (PME, ETI, GE).

2. Niveau de participation des PME dans les marchés publics (2)

Contrats Initiaux En %	Montants		
	2014	2015	2016
Etat			
PME	23,7	20,5	21,4
ETI	33,4	24,3	23,8
GE	42,9	55,2	54,8
Collectivités			
PME	47,3	45,2	47,5
ETI	17,0	19,1	22,1
GE	35,7	35,7	30,4
« Autres »			
PME	22,8	20,8	15,4
ETI	26,1	22,7	30,4
GE	51,1	56,5	54,2

On constate que :

- L'Etat passe environ **22 %** de ses marchés avec des PME ;
- Les collectivités passent environ **46 %** de leurs marchés avec des PME ;
- La catégorie « autres » est plus complexe à analyser du fait de sa composition mixte et des variations annuelles induites par certains gros contrats.

3. Clauses sociales – 2014 / 2016

En pourcentage (%)	2014		2015		2016	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Etat	3,5 %	6,6 %	4,3 %	5,3 %	5,4 %	9,3 %
Collectivités	22,1 %	20,3 %	13,9 %	21,7 %	14 %	22,4 %
« Autres »	1 %	0,6 %	5,6 %	11,9 %	4,3 %	8,9 %
Total	12 %	9,9 %	8,8 %	10,5 %	8,6 %	11,5 %

L'indicateur mesure les **clauses qui imposent** au titulaire du marché **une action ou un comportement** en faveur des préoccupations d'insertion sociale. Il ne prend pas en compte l'existence d'un critère social de sélection des offres dans la procédure de passation.

Concernant les clauses sociales (déclarées par les acheteurs lors du recensement), on constate une **progression lente mais constante**.

En moyenne sur la période, environ **10% des marchés publics** contiennent une clause sociale.

3. Clauses environnementales – 2014 / 2016

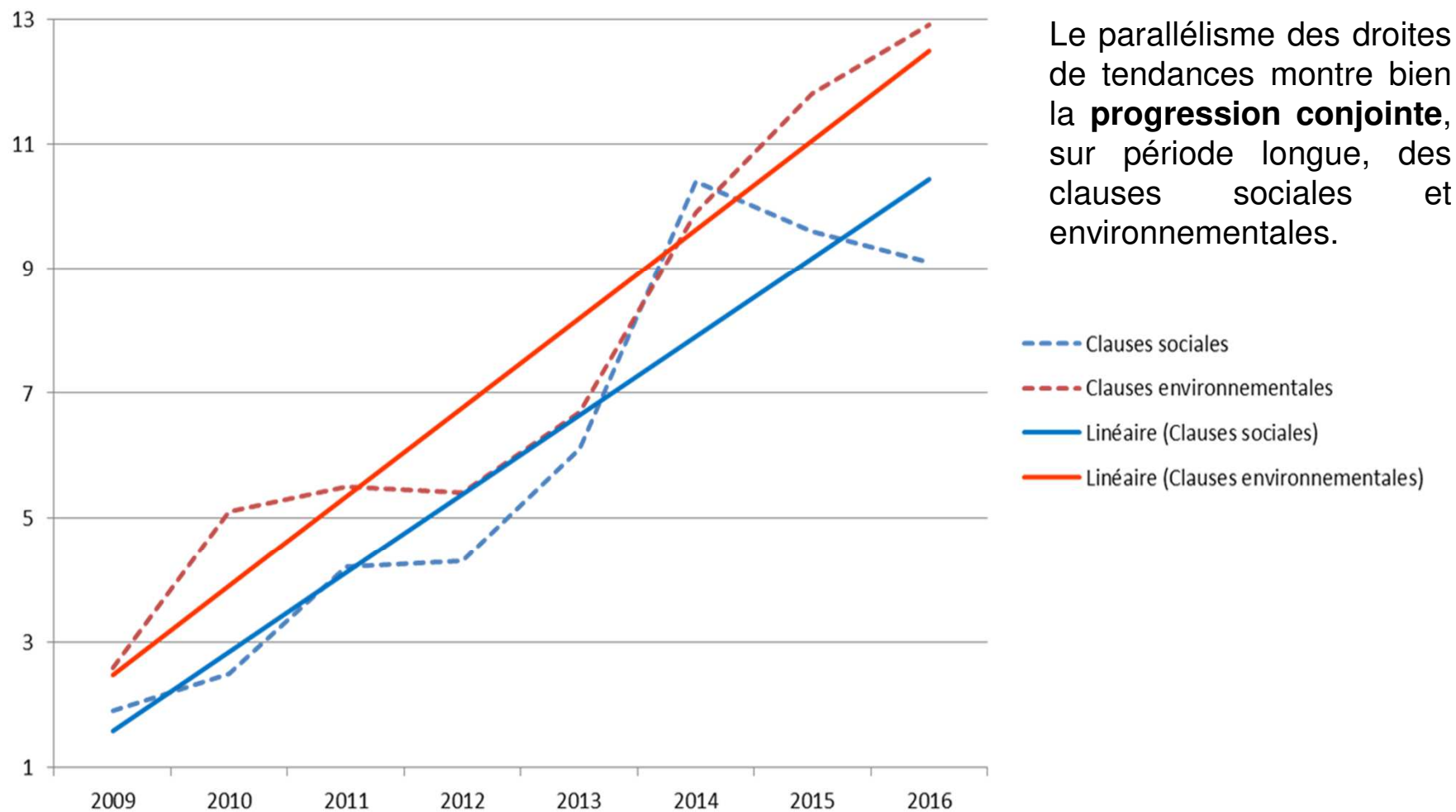
En pourcentage (%)	2014		2015		2016	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Etat	8 %	11,6 %	9,4 %	13,7 %	13,1 %	12,4 %
Collectivités	13,7 %	16,2 %	15,3 %	15,8 %	17,6 %	20,8 %
« Autres »	1,8 %	3 %	6,4 %	12,7 %	4,5 %	8,4 %
Total	9,9 %	11,7 %	11,8 %	14 %	13,4 %	13,2 %

L'indicateur mesure les **clauses qui imposent** au titulaire du marché **une action ou un comportement** en faveur de l'environnement. Il ne prend pas en compte l'existence d'un critère environnemental de sélection des offres dans la procédure de passation.

Concernant les clauses environnementales (déclarées par les acheteurs lors du recensement), on constate également une **progression lente mais constante**.

En moyenne sur la période, environ **12% des marchés publics** contiennent une clause environnementale.

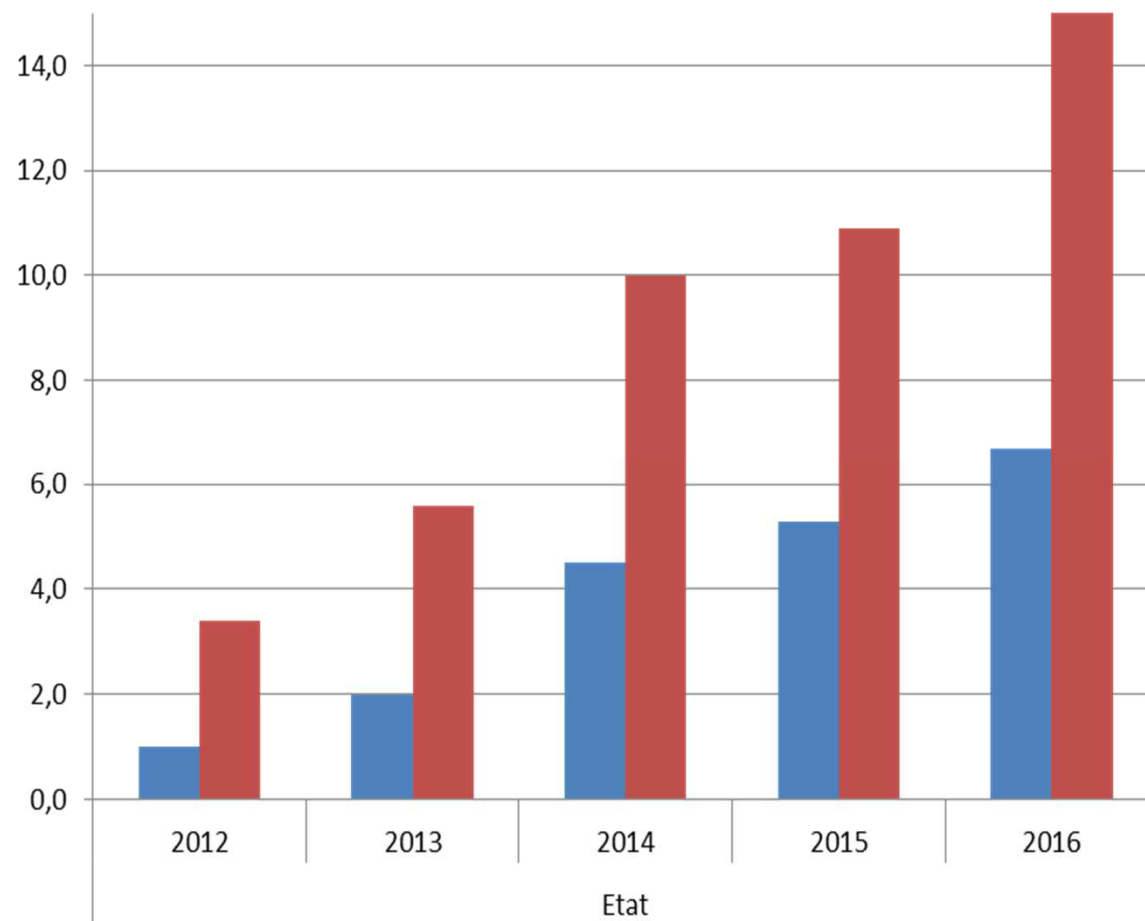
3bis. Clauses sociales et environnementales - synthèse



Le parallélisme des droites de tendances montre bien la **progression conjointe**, sur période longue, des clauses sociales et environnementales.

- Clauses sociales
- Clauses environnementales
- Linéaire (Clauses sociales)
- Linéaire (Clauses environnementales)

3bis. Clauses sociales et environnementales - synthèse : focus périmètre « Etat » en nombre



La progression est forte entre 2012 et 2016. La **différence de niveau** entre clauses sociales et environnementales (un facteur 2 environ) est toutefois conservée d'une année sur l'autre.

■ Clauses sociales
■ Clauses environnementales

4. Un indicateur de dématérialisation des marchés publics (1) – Synthèse 2014-2016

En nombre de contrats			En montant		
2014	2015	2016	2014	2015	2016
23,9 %	33,7 %	33,6 %	24,3 %	31,1 %	31,2 %

Concernant l'indicateur de dématérialisation, qui correspond aux procédures ayant donné lieu à **au moins une offre dématérialisée**, on constate une progression significative entre 2014 et 2016, pour atteindre **33,6 %** (contre 8,5 % en 2011) tous types d'acheteurs publics confondus.

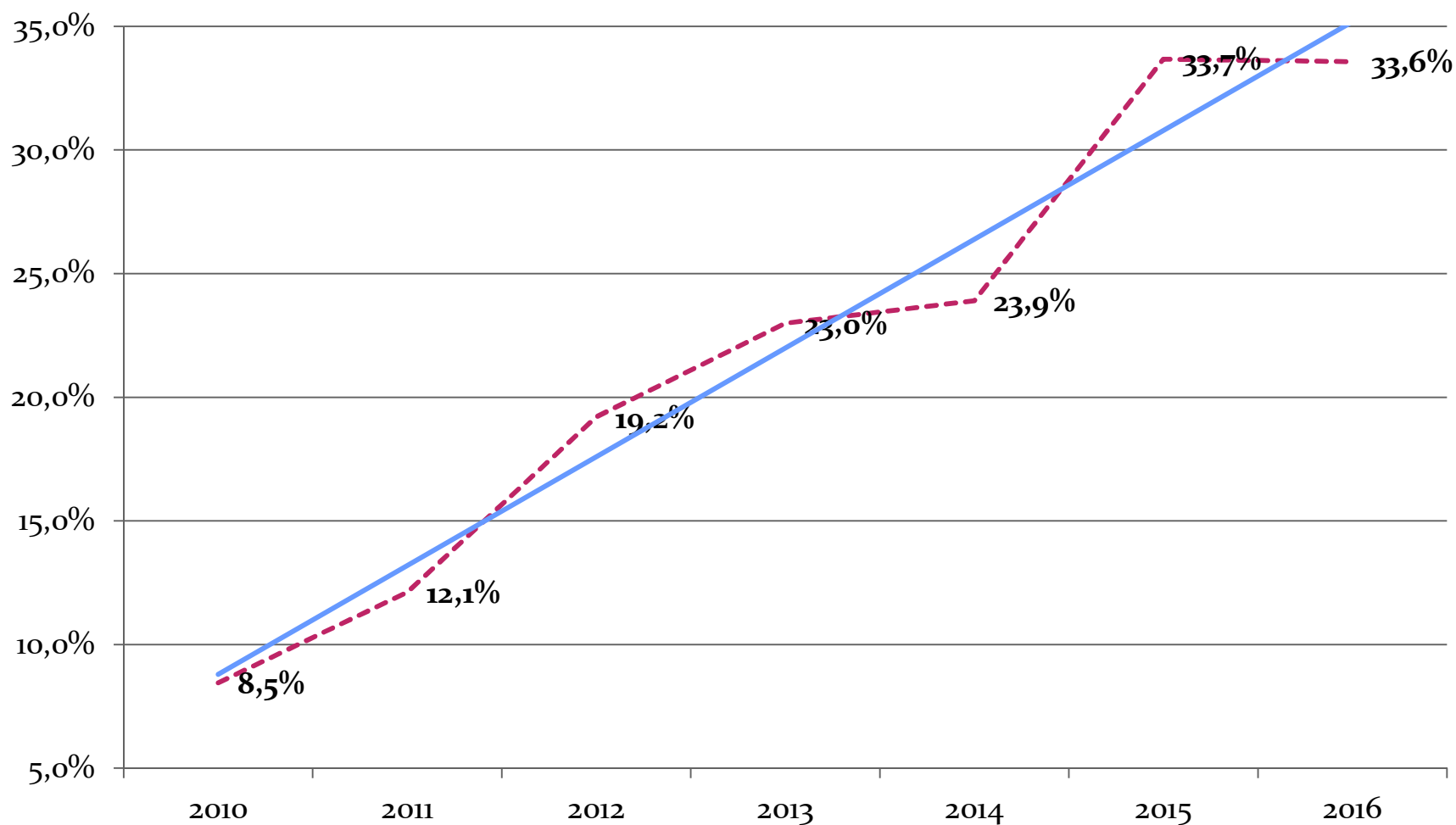
4. Un indicateur de dématérialisation des marchés publics (2) – Synthèse 2014-2016

	En nombre de contrats			En montant		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Etat	32,6 %	39,4 %	44,2 %	30,7 %	38,9 %	34,4 %
Collectivités	27,7 %	33 %	40,7 %	30,1 %	31,8 %	42 %
« Autres »	9,9 %	22,4 %	18,5 %	11,6 %	15,8 %	22,1 %

Les données font apparaître une certaine **disparité entre les acheteurs publics**.

La catégorie « autres » accuse a priori un certain retard par rapport à l'Etat (34 % en 2016) et aux collectivités locales (42 %). Cette catégorie est cependant difficile à analyser de par son caractère composite.

4. Un indicateur de dématérialisation des marchés publics (3) – évolution sur période longue





DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

**Nous vous remercions
pour votre attention**

